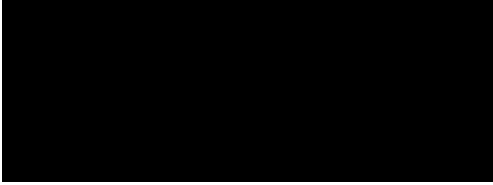


PAR COURRIEL

Québec, le 27 novembre 2025



N/Réf. : AI2526-345

**Objet : Réponse à votre demande d'accès à des documents détenus par l'Office québécois de la langue française concernant des plaintes**

Bonjour,

Nous donnons suite à votre demande d'accès à des documents détenus par l'Office québécois de la langue française, faite en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après appelée « *Loi sur l'accès* ») et reçue le 13 novembre 2025.

Vous avez demandé à obtenir des documents, des rapports, des études ou des notes où figure la liste des vingt entreprises pour lesquelles l'Office a reçu le plus de plaintes concernant la langue de travail au cours des cinq dernières années.

Selon l'article 1 de la *Loi sur l'accès*, celle-ci s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions. Or, l'Office ne détient aucun document, aucun rapport, aucune étude ou aucune note comprenant la liste des vingt entreprises pour lesquelles il a reçu le plus de plaintes concernant la langue de travail au cours des cinq dernières années.

En terminant, nous vous informons que, en vertu des articles 135 et 137 de la *Loi sur l'accès*, vous disposez d'un recours devant la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative portant sur l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer nos salutations distinguées.

La responsable de l'application de la *Loi sur l'accès*,

# Original signé

Véronique Voyer

[acces.information@oqlf.gouv.qc.ca](mailto:acces.information@oqlf.gouv.qc.ca)

p. j. Article 1 de la *Loi sur l'accès*  
Note explicative (avis de recours)

# **LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

CHAPITRE A-2.1

## **CHAPITRE I**

### **APPLICATION ET INTERPRÉTATION**

1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents : écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

1982, c. 30, a. 1.